

Trains en retard, incidents, grèves surprises...

Les usagers dénoncent les silences de la SNTF

Page 3

LE JOUR

D'ALGERIE

Djanet

80 chercheurs d'or arrêtés

Votre quotidien national

Quatorzième année - N° 4802 - Mardi 11 juin 2019 - Prix : 10 DA

Page 2

Le transport universitaire et urbain paralysé dans plusieurs villes du pays

Les chauffeurs empêchés de travailler par les «pro-Tahkout»

Page 2

● Regards

Les prix du pétrole otages de la guerre commerciale sino-américaine



Page 4

● Importation des kits «SKD»

Les Douanes entament l'application des quotas

Page 24

Le patron du groupe TMC, ses deux frères et son fils en prison

L'Affaire Tahkout éclate au grand jour



PH/DR

A défaut d'une actualité politique ou économique, c'est celle judiciaire qui a défrayé la chronique hier, avec l'emprisonnement de l'homme d'affaires Mahieddine Tahkout, patron du groupe TMC, ainsi que des membres de sa famille et un certain nombre d'anciens responsables dans le secteur des Transports.

Lire page 2

Pétrole

La Russie voit «de grands risques de surproduction»

Page 5

Arts plastiques

Hocine Houara, un talent inspiré des splendeurs des Aurès

Page 13

Le patron du groupe TMC, ses deux frères et son fils en prison

L'Affaire Tahkout éclate au grand jour

■ A défaut d'une actualité politique ou économique, c'est celle judiciaire qui a défrayé la chronique hier, avec l'emprisonnement de l'homme d'affaires Mahieddine Tahkout, patron du groupe TMC, ainsi que des membres de sa famille et un certain nombre d'anciens responsables dans le secteur des Transports.

Par Lynda Naili

L'opinion publique s'est réveillée hier avec la nouvelle de l'incarcération, par le juge d'instruction près le tribunal de Sidi M'hamed, de Mahieddine Tahkout, patron du groupe TMC, ainsi que celle de ses deux frères Rachid et Hamid. Un peu plus tard dans la matinée, l'emprisonnement de son fils Billel sera annoncé. Tous ont été transférés à la prison d'El Harrach où ils ont été placés par le magistrat d'instruction en détention provisoire, après un interrogatoire qui aura duré toute la nuit du dimanche à lundi. De ce fait, Mahieddine Tahkout, opérateur N° 1 du transport des voyageurs dans le pays et quasiment détenteur du monopole du transport universitaire sur les quarante-huit wilayas, est accusé de «blanchiment d'argent, de détournements et d'accès à des privilèges», selon M^r Khaled Bourayou, membre du collectif des avocats de Tahkout.

«Mahieddine Tahkout a nié les accusations portées contre lui», a affirmé son avocat. «Il a dit avoir assuré le transport des étudiants dans le cadre des procédures telles que les avis d'appels d'offres qui ont l'avantage de prévenir toute action de corruption», dira encore le défenseur du patron du groupe TMC, qui soulignera au passage que son client «a investi sur fonds propres». Ceci avant d'annoncer qu'«un appel de cette décision de mandat de dépôt sera déposé à la chambre d'accusation», tout en disant qu'il restait «pessimiste» quant à l'acceptation de ce recours.

L'ex-directeur des œuvres sociales universitaires et l'ancien DG de l'Etusa en détention provisoire

Outre l'incarcération de la famille Tahkout, on annoncera également, dans le cadre de cette affaire, la mise en détention



de l'ex-directeur des œuvres sociales universitaires. Ainsi, pour avoir accordé des «privilèges non mérités» à l'homme d'affaires Mahieddine Tahkout, le juge d'instruction près le tribunal de Sidi M'hamed a aussi ordonné hier la mise en détention provisoire de l'ex-directeur des œuvres sociales universitaires. S'ensuivra l'emprisonnement de Abdelkader Benmiloud, ancien directeur général de l'Entreprise de transport urbain et suburbain d'Alger (Etusa) qui pareillement sera mis hier en détention provisoire après avoir fait l'objet d'un mandat de dépôt, sur décision du juge d'instruction près le tribunal de Sidi M'hamed. Les chefs d'accusation retenus contre lui par le magistrat ins-

tructeur sont «l'octroi d'indus avantages et de marchés douteux au profit de l'homme d'affaires Mahieddine Tahkout».

L'Office national des œuvres sociales universitaires dépose plainte contre le groupe Tahkout

Par ailleurs, en réaction à la suspension du transport universitaire intervenue hier matin après l'annonce de l'emprisonnement du patron du groupe TMC, qui a grandement pénalisé les étudiants à travers le pays, les empêchant ainsi de se rendre à leurs universités et instituts respectifs, l'Office national des

œuvres sociales universitaires (Onou) dépose une plainte en référé contre le groupe Tahkout, au tribunal administratif de Bir Mourad Rais. Notons enfin que plusieurs ex-hauts responsables, dont Ahmed Ouyahia, Youcef Yousfi, Abdelkader Zaâlana, l'ancien wali d'Alger Abdelkader Zoukh et l'actuel ministre du Tourisme Abdelkader Benmessaoud ont également été entendus pendant plusieurs heures durant la nuit d'avant-hier à hier, avant de quitter le tribunal libres. Il n'est pas exclu que l'ex-Premier ministre, Ahmed Ouyahia, soit lui aussi éclaboussé par l'affaire Mahieddine Tahkout en raison de sa proximité connue et reconnue avec le patron du groupe TMC. L. N.

Le transport universitaire et urbain paralysé dans plusieurs villes du pays

Les chauffeurs empêchés de travailler par les «pro-Tahkout»



Hier, les étudiants qui devaient se rendre à leurs universités ont été surpris de ne trouver aucun transport universitaire ni public. En effet, les chauffeurs des transports des étudiants ont été obligés par les «pro-Tahkout» à faire grève. Les travailleurs de l'Etusa ont eux aussi chômé, mais pour des revendications salariales.

Les étudiants n'ont pas pu se rendre à leurs universités respectives dans plusieurs villes du pays, n'ayant pas trouvé de transport universitaire. Certains disaient que les chauffeurs avaient décidé de faire grève en solidarité avec leur patron Mahieddine Tahkout qui, soupçonné d'implication dans des affaires de corruption, a été mis en détention provisoire, dimanche 9 juin. Les chauffeurs ont alors répliqué sur les

réseaux sociaux en assurant que cette information est fautive. «Les chauffeurs des bus des étudiants n'ont pas fait de grève de plein gré, ce sont les larbins de Tahkout et Ouyahia qui nous ont interdit de sortir ce matin et ont donné l'information que c'est une grève des travailleurs. Mais ce n'est pas vrai», lit-on sur les publications de certains chauffeurs. «Ce matin, on est venu travailler normalement, mais ils nous ont interdit de travailler. Quelques heures après, ils ont osé dire que c'est nous qui avons décidé de faire grève en solidarité avec Tahkout !», nous confirmera, au téléphone, un chauffeur de transport universitaire de Tafourah. Les étudiants ont été obligés de rebrousser chemin, agacés, car «on est déjà en retard à cause de la grève à laquelle ont appelé cer-

tains étudiants ; là c'est au tour des chauffeurs de nous faire perdre plus de temps», nous confie une étudiante de Bab Ezzouar. A cet effet, l'Office national des œuvres universitaires (Onou) a déposé une plainte «urgente» auprès du tribunal de Bir Mourad Rais contre

le Groupe Tahkout pour avoir paralysé, hier, le service du transport universitaire, rapporte une source médiatique. De son côté, le syndicat de l'Union nationale des étudiants libres a dénoncé cet acte, indiquant dans un post sur sa page Facebook que «cette grève surprise que personne n'a vu venir est quasi-inopportune car elle survient en pleine période d'examens de fin d'année». L'Union nationale des étudiants libres a alors accusé le Groupe Tahkout de «prendre en otage des étudiants» et demande en outre aux autorités de «trouver rapidement une alternative pour éviter la perturbation du déroulement des examens». Il convient de rappeler que l'homme d'affaires Mahieddine Tahkout est l'opérateur N°1 du transport des voyageurs en Algérie, détenant presque le monopole du transport universitaire. Ses bus assu-

rent le transport de la majorité de plus d'un million d'étudiants algériens au niveau de plusieurs régions. Outre le transport universitaire, l'homme d'affaires s'est attaqué à d'autres segments, notamment le transport de voyageurs sur les lignes grandes distances et le transport urbain et suburbain à Alger (Etusa) qui d'ailleurs était en grève hier. En effet, les chauffeurs de cette entreprise ont décidé de rentrer en grève. Sur la page officielle de l'entreprise, l'Etusa a assuré que cette grève déclenchée par le syndicat de l'entreprise est «spontanée», précisant que «ce mouvement est dû essentiellement à des revendications salariales». Par ailleurs, l'Etusa a présenté ses regrets à toute la population de la capitale pour les désagréments causés par l'indisponibilité du réseau autobus.

Thinhinene Khouchi

Centre universitaire de Tipasa

Report des examens pour manque de transport

LA DIRECTION du Centre universitaire Morsli-Abdellah de Tipasa a décidé le report des examens du 2^e semestre, prévus à partir d'hier, à cause d'un manque dans le transport universitaire, a appris l'APS auprès du responsable de cet établissement, Lakhlef Athmane. «Nous avons décidé le report des examens du 2e semestre, prévus à partir d'aujourd'hui (lundi), à une date ultérieure, suite au constat de l'absence d'une majorité des étudiants à cause d'un manque dans les moyens de transport», a-t-il expliqué, signalant l'«examen de la situation de manière à réunir toutes les conditions nécessaires pour le bon déroulement des examens». «La direction du Centre n'a pas été officiellement informée des causes de l'arrêt d'activité des bus pour cette journée», a encore assuré le même responsable. Un arrêt total des bus de transport des étudiants a été enregistré hier au niveau du Centre universitaire de Tipasa, où l'activité était quasiment à l'arrêt, a constaté l'APS. Toutes les tentatives de l'APS pour prendre contact (par téléphone) avec la Direction des œuvres universitaires d'Alger, aux fins d'obtenir des explications à ce sujet, ont échoué.

M. L.

Trains en retard, incidents, grèves surprises...

Les usagers dénoncent les silences de la SNTF

■ De manière inopinée et sans aucun préavis, le trafic ferroviaire a été totalement interrompu dans l'après-midi d'avant-hier en raison d'une grève surprise décrétée par les travailleurs de la Société nationale des transports ferroviaires.

Par Meriem Benchaouia

Les grévistes ont décidé d'un arrêt de travail qui a paralysé durant des heures le trafic ferroviaire au niveau de la capitale. Cette situation a pénalisé des milliers d'usagers ayant l'habitude de prendre le train à partir de la gare Agha. Ces derniers n'ont même pas eu droit à un service minimum. Même si le travailleur est en droit de mener des mouvements de protestation, il n'empêche que lorsqu'il s'agit d'un mouvement anarchique, la seule victime demeure le citoyen qui ne compte plus ses déboires avec la Sntf. Retards, incidents, grèves... voilà le quotidien des clients de cette société nationale. Des désagréments qui les obligent à attendre Godot. Faute d'une information fiable, cet enième arrêt de travail a été ressenti par les usagers comme étant du mépris. Car comment expliquer ce manque flagrant de communication qui a laissé les citoyens livrés à eux-mêmes sans le moindre effort de rapprochement de la part des grévistes. Aucune information n'est, en effet, portée à leur connaissance quant aux raisons de ce débrayage imprévu. Pour avoir des explications, nous nous sommes rendus hier au siège de l'entreprise à Alger, mais en vain. Notre démarche a été stoppée par les agents qui nous ont

demandé un ordre de mission, comme si demander une info simple relevait du secret d'Etat. Un simple accueil du responsable de communication et quelques mots auraient suffi à nous informer et à informer le lecteur, au lieu de ce mutisme qui éclabousse la crédibilité de cette entreprise publique pourtant installée depuis des décennies dans notre paysage économique. Nous déplorons ce genre d'agissements qui réduisent à néant toute tentative de communication. «Même les agents n'ont pas les infos, donc du coup c'est l'attente», explique un voyageur. «Il y a ceux qui disent que les trains vont reprendre dans une heure ou deux. On se sait pas trop et ce n'est pas normal». Selon des citoyens rencontrés à proximité de la gare, cet incident «de trop» témoigne du manque d'empathie et de sensibilité de la part des responsables de l'entreprise. «C'est la fin de la journée et beaucoup de gens prennent le train pour rejoindre leur domicile», a commenté un habitué des trains. «Cette grève est vraiment mal choisie», nous lance une femme. «J'accompagne ma fille qui passe son BEM, j'ai pris le train de Zéralda ce matin, le plus normalement du monde, et là, j'arrive et on me dit qu'il n'y a pas de train», a-t-elle ajouté. Actuellement, les usagers sont devenus de plus en plus ex-



geants sur la qualité des services fournis par ladite entreprise. Ils veulent être traités comme de vrais clients ayant des droits, ce qu'il n'est guère le cas au jour d'aujourd'hui. Ainsi, devant le manque de considération flagrant des travailleurs de la Sntf, certains voyageurs ont préféré se rabattre sur d'autres moyens de transport comme le bus ou le taxi pour rejoindre leur domicile, bien que le prix proposé soit plus élevé. Faut-il le rappeler, des milliers de personnes se déplaçant quotidiennement depuis et vers Alger pâtissent du retard des dessertes ferroviaires, un phé-

nomène qui s'est accru en 2018, selon plusieurs personnes, et ce, indépendamment du déraillement des trains, la chute de câbles électriques ou autres accidents ayant causé des perturbations du trafic ferroviaire qui ont provoqué des retards de plusieurs heures. Pour sa part, le directeur général de la Sntf, Yacine Bendjaballah, avait imputé les retards continus dans les horaires des trains de banlieue, au projet de renouvellement, sur une distance de près de 200 km, de la voie ferrée, un projet dont la réalisation est devenue au cours des dernières années un

impératif pour satisfaire la demande, sans cesse grandissante sur ces lignes. Plus précis, le DG de la Sntf avait expliqué que le réseau ferroviaire de la banlieue est de plus en plus emprunté par les voyageurs, en raison, notamment, de l'émergence de nouvelles agglomérations à Alger, entraînant de ce fait un plus grand déplacement des voyageurs, relevant, à cet égard, que la Sntf qui diminuait auparavant le nombre de dessertes les week-ends, s'orientant, aujourd'hui, au renforcement de ces lignes avec des dessertes supplémentaires. M. B.

Association nationale des commerçants et artisans La création de 600 marchés de proximité «nécessaire»

Le secteur du commerce en Algérie a besoin d'au moins 600 marchés de proximité pour mieux organiser l'activité commerciale, a estimé, hier à Constantine, le président de l'Association nationale des commerçants et artisans (Anca), El Hadj Tahar Boulouar.

Dans une déclaration à l'APS en marge du 1^{er} congrès régional de l'Est, tenu à la maison de jeunes Ahmed-Saâdi, le même responsable a fait part d'un «déficit d'environ 600 marchés de proximité à l'échelle nationale», un déficit, a-t-il ajouté, «à l'origine des perturbations cycliques constatées en matière de disponibilité des produits et leurs prix».

«Le déficit en marchés de proximité influe négativement sur la disponibilité des produits et creuse par ricochet le fossé entre les prix des produits alimentaires aux marchés de gros et dans les marchés de détail», a-t-il ajouté, soulignant l'importance de la création de nouveaux espaces commerciaux.

L'Association nationale des commerçants et artisans a recensé «plus de 30 000 locaux

commerciaux non exploités à l'échelle nationale», a fait savoir le même responsable qui a appelé à la conjugaison des efforts entre les différentes parties concernées, à savoir les ministères de l'Intérieur, du Commerce, de l'Habitat, pour «rentabiliser» ces lieux et espaces réalisés à travers les différents cités mais qui demeurent fermés et inexploités.

S'agissant des marchés de proximité réalisés il y a quelques années dans les différentes wilayas du pays mais qui n'ont

jamais été ouverts pour des raisons objectives en rapport avec leur implantation et autres subjectives liées à des modes de gestion défaillants, le même responsable a indiqué que son association s'attelle à élaborer des solutions «réparatrices» qui seront présentées «ultérieurement» aux pouvoirs publics.

Le premier congrès régional de l'Est de l'Anca, opérationnelle depuis deux ans, a été une occasion pour faire connaître cette association professionnelle dont les objectifs sont la pro-

motion de l'activité commerciale, artisanale et des services et l'établissement d'un réseau de relations entre les professionnels du secteur du Commerce.

Des rencontres similaires sont programmées dans la région Ouest du pays dès demain, au Centre à partir de samedi et au Sud du pays lundi prochain, en prévision de l'organisation «fin septembre ou début octobre 2019» du congrès national de cette association, selon les organisateurs.

L'Anca compte actuellement

environ 10 000 adhérents et table pour atteindre les «200 000 affiliés d'ici une année», a souligné M. Boulouar. El Hadj Tahar qui a insisté sur l'importance de multiplier les rencontres de concertation entre différents intervenants dont l'administration, les représentants des commerçants et associations de production du consommateur, en vue d'examiner toutes les questions relatives à la régulation du marché et la lutte contre les différentes formes de spéculation.

Halim Y./APS

Réduction de gaz à effet de serre Arkab : l'Algérie dans une situation avantageuse

Les efforts de l'Algérie pour encourager la consommation d'énergie propre, comme le gaz naturel, lui ont permis de jouir d'une situation «avantageuse» en termes d'émissions de gaz à effet de serre et de pollution, a affirmé, hier à Alger, le ministre de l'Energie, Mohamed Arkab.

S'exprimant lors d'une journée d'information et d'évaluation sur l'environnement, le ministre a indiqué que l'Algérie entreprend des efforts à travers la mise à disposition d'une énergie propre comme le gaz naturel pour les différents besoins domestiques et

industriels, qui la place dans une situation avantageuse en termes d'émissions de GES et de pollution de l'air.

L'Algérie, a-t-il dit, a pris, depuis de nombreuses années, différentes mesures pour optimiser la consommation d'énergie, et par voie de conséquence réduire les émissions de GES.

«Ces mesures sont à la fois d'ordre législatif et réglementaire, mais portent également sur le développement de programmes nationaux d'énergies renouvelables et d'efficacité énergétique», a-t-il précisé, rappelant que

l'Algérie s'est également engagée dans le cadre de l'Accord COP 21 de Paris à contribuer par ses propres moyens à l'effort global de réduction des émissions de GES.

Selon le ministre, les différentes actions menées ont permis une réduction considérable des émissions de GES. Ainsi depuis 1973, le taux de «orchage» est passé de 78,6% en 1970 à 8% en 2016.

Ces actions permettraient d'éviter l'émission de 135 millions de tonnes de CO₂ dans les énergies renouvelables et de 193 tonnes de CO₂ dans l'efficacité énergétique. H. Y.

Regards

Les prix du pétrole otages de la guerre commerciale sino-américaine

■ Tous les signes émis à l'international concernant le marché pétrolier ne plaident pas en faveur d'un maintien des prix des hydrocarbures à un niveau acceptable pour les pays producteurs. Le contexte se prête effectivement à une conflictualité commerciale entre deux grandes puissances économiques – les USA et la Chine – dont le moindre des effets est d'affecter directement leurs activités respectives et donc aussi d'entraîner une baisse de leur consommation respective en pétrole.

Par Filali H. Imène

La propension chinoise à la riposte dans le sens de la réciprocité vis-à-vis des Etats-Unis, et le prévisible maintien de l'offensive de Donald Trump contre les exportations chinoises en Amérique du Nord sont deux facteurs qui se complètent bien pour augurer d'une poursuite de cette guerre commerciale déclarée par Trump et assumée par la Chine.

Ce que cette guerre commerciale pourrait coûter aux USA et à la Chine sur le plan économique, les décideurs des deux pays ne semblent pas en tenir compte et semblent plus considérer la symbolique de leurs actes de gouvernance et l'effet hégémoniste qui devrait en résulter politiquement, voire même historiquement, quand on considère la partie géostratégique qui se joue actuellement dans le monde entre les deux puissances. Effet pervers de cette guerre commerciale, un recul soutenu des prix du pétrole qui n'a pas été suffisamment contrecarré par l'escalade dans la région du Golfe persique sur fond de crise irano-américaine, du fait même que cette escalade, alors annonçant un conflit dans la région, voire même une guer-



re militaire contre l'Iran, s'est très vite transformée en désescalade portée par une volonté, de la part de la partie la plus menaçante – les USA – d'engager des pourparlers, ce alors que des parties identifiées comme des alliés acquis aux intérêts iraniens, voire même en parfaite collusion avec l'Iran, ont attaqué et ciblé militairement des intérêts saoudiens. La Chine, grand pays

consommateur de pétrole, demande et demandera moins de brut dans les prochains mois, alors que les USA, dont les stocks très confortables débordent, risquent non seulement d'exprimer moins de demande en brut à leur tour, mais sont actuellement en phase d'augmenter, alors qu'ils sont déjà redevenus premiers producteurs mondiaux, leur production en

pétrole de schiste.

Pour ce qui est de l'Arabie saoudite, monarchie dont la politique régionale actuellement est focalisée entièrement sur sa guerre contre «l'ogre» iranien, elle est prête à tout faire en faveur des USA pour bénéficier de protection et de soutien face à l'ennemi perse, surtout quand la situation de désescalade est venue ruiner leurs espoirs de voir

les USA «écraser» leur ennemi de toujours. Ce qui veut bien entendu dire que les Saoudiens ne verront jamais comme une priorité le soutien aux prix du pétrole dans le cadre de l'Opep, du moins tant que le président américain sera contre une quelconque mesure de réduction de la production.

Même si un semblant de tension demeure dans la région du Golfe et même si les 1.5 million de barils/jour des exportations iraniennes de brut sont retirés du marché, il faut gager que les Saoudiens, en dépit de la baisse des prix sur le marché international, s'empresseront de prendre ces parts de marché à la fois pour narguer leurs ennemis et pour faire le lit de la politique de Trump contre la montée des prix de pétrole, lui qui en a fait un de ses engagements électoraux et l'une des constantes de sa politique.

Cette situation internationale qui impacte négativement les prix du pétrole dans le sens d'une tendance baissière qui inquiète, aura également son effet sur la situation financière de l'Algérie, et ce, d'autant que le pays fait face à une baisse, sur le moyen terme, de ses capacités de production, jusque-là compensée par des prix de brut satisfaisants.

F. H. I.

Société SKTM (filiale de Sonelgaz)

Mohamed Ali Chikouche installé comme P-DG

Le nouveau président-directeur général (P-DG) de la société SKTM (Sharikat Kahraba wa Takat Moutajadida), filiale du Groupe Sonelgaz, chargée des énergies renouvelables, Mohamed Ali Chikouche, a été installé dans ses fonctions, en remplacement de Chahar Boulakhras nommé récemment P-DG du groupe Sonelgaz.

Président dimanche soir la cérémonie d'installation à l'Hôtel El-Djanoub (Ghardaïa) en présence du wali et des autorités locales, des cadres et du secrétaire général du Syndicat national des travailleurs du secteur énergétique, le P-DG de Sonelgaz a indiqué que son groupe a accompli des «progrès palpables» dans la couverture quasi-totale

du territoire national en énergie électrique grâce à «ses compétences et le dévouement de ses travailleurs». M. Boulakhras a rappelé que Sonelgaz est une «société dynamique» en perpétuel développement, qui s'attelle à assurer pour ses clients un service de qualité et performant sur l'ensemble du territoire national. «Nous sommes tenus d'optimiser nos moyens pour assurer la demande croissante d'énergie et de faire face à son augmentation annuelle», a-t-il souligné, appelant les travailleurs à œuvrer pour l'accélération de la cadence de promotion des énergies renouvelables pour répondre aux objectifs du développement économique et social durable du pays. L'Algérie, a-t-il indi-

qué, a accompli des progrès extraordinaires pour électrifier l'ensemble du pays, notamment les localités les plus reculées et éloignées, et procède actuellement à l'interconnexion électrique entre les wilayas.

La société «SKTM», dont le siège social est à Ghardaïa, a été créée en 2012 pour prendre en charge la production d'électricité conventionnelle pour les réseaux isolés du Sud et des énergies renouvelables pour le territoire national. Le P-DG du groupe Sonelgaz a procédé également, au siège de la direction de distribution d'électricité et du gaz de Ghardaïa, à l'installation de son nouveau directeur, en l'occurrence Abdelhak Chaâbane.

Mahi Y.

Alger-Tamentefoust

La reprise de la liaison maritime avancée à aujourd'hui

La reprise de la ligne de transport urbain maritime Alger-Tamentefoust a été avancée à aujourd'hui au lieu du jeudi, comme annoncé initialement, a indiqué hier l'Entreprise nationale de transport maritime de voyageurs (ENTMV) dans un communiqué.

Concernant le programme des départs, il a été fixé quatre départs quotidiens à partir

d'Alger et quatre autres à partir de Tamentefoust.

A partir d'Alger, le départ de la navette maritime est fixé le matin à 9h00 puis à 11h00. L'après-midi, les horaires ont été fixés à 14h00 et à 16h00.

Au départ de Tamentefoust, les départs sont fixés à 10h00, 12h00, 15h00 et 17h00.

A noter que les tarifs sont fixés à 200 DA pour les adultes

et 100 DA pour les enfants de moins de 12 ans.

Pour rappel, cette ligne maritime a été inaugurée en juillet 2018.

D'une durée de près de 30 minutes, cette traversée a été inaugurée en juillet 2018 à partir de la pêcherie du Port d'Alger, avec une vitesse pouvant aller jusqu'à 42 km/h.

D'une capacité totale de 206

passagers, le bateau de transport, *Badji Mokhtar II*, climatisé et doté de la connexion internet wifi, mis en service à l'occasion de la saison estivale, permet de contribuer à désengorger les routes d'Alger et d'offrir aux voyageurs un service alternatif plus confortable et plus agréable sur le plan touristique.

M. O.

Accidents de la circulation 4 décès et 19 blessés en 24 heures

QUATRE personnes ont perdu la vie et 19 autres ont été blessées dans des accidents de la circulation survenus au cours des dernières 24 heures dans plusieurs régions du pays, selon un bilan établi hier par la Protection civile.

La wilaya d'El Bayadh déplore le bilan le plus lourd, avec le décès d'une fillette, alors que cinq autres personnes ont été blessées suite au renversement d'un véhicule léger sur la R.N n°06, commune d'El Bnou, daïra de Labiodh Sidi Chikh, précise la source.

Par ailleurs, les secours de la Protection civile ont repêché deux personnes décédées par noyade dans les plages Surcouf (Ain Taya) et El-balh (El Tarf).

Les secours de la Protection civile sont, en outre, intervenus pour l'extinction de 5 incendies urbains et divers dans les wilayas de Ghardaïa, Guelma, Batna, Chlef, ajoute le communiqué de la Protection civile.

N. G.

Pétrole

La Russie voit «de grands risques de surproduction»

■ La Russie a indiqué hier, lors d'une rencontre avec l'Arabie saoudite, voir «de grands risques de surproduction» de pétrole dans le monde, n'excluant pas une chute des prix.



Par Samiha Y.

«Il existe actuellement de grands risques de surproduction», a constaté le ministre russe de l'Energie, Alexandre Novak, après une rencontre à Moscou avec son homologue saoudien, Khaled al-Faleh.

«Nous devons tout analyser pour prendre une décision équilibrée en juillet», a-t-il ajouté.

La Russie s'est accordée ces dernières années avec l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep), dont elle n'est pas membre et dont l'Arabie saoudite est le chef de file, pour limiter l'offre de brut et soutenir les prix qui s'étaient effondrés en 2014-2015.

Cette association, dite Opep+, doit se réunir à Vienne «début juillet, très bientôt», selon le ministre saoudien, pour décider de renouveler ou non son accord de limitation de la production.

En l'absence d'accord, «les prix peuvent chuter sous les 40 dollars et jusqu'à 30 dollars», a averti hier le ministre russe des Finances Anton Silouanov, cité par les agences russes.

Interrogé sur ce scénario, M. Novak a jugé qu'il n'était «pas exclu» :

«Cela va dépendre en grande partie de la situation du marché au second semestre et au troisième trimestre, de l'équilibre entre l'offre et la demande, de comment va évoluer l'incertitude liée aux guerres commerciales et à la pression par les sanctions de certains pays».

«Nous travaillons à prendre des mesures préventives pour ne pas laisser se dérouler le scénario que vous évoquez», a jugé de son côté Khaled al-Faleh.

L'Arabie saoudite cherche à éviter une réédition de 2018, quand les pays exportateurs avaient assoupli leur accord

pour satisfaire les pays consommateurs et éviter aux cours de flamber.

Les Etats-Unis avaient alors accordé au dernier moment des exemptions à certains importateurs de pétrole iranien, ce qui avait fait plonger les cours au dernier trimestre.

Le Brent à plus de 63 dollars

Les prix du pétrole montaient légèrement hieren cours d'échanges européens, alors que les ministres de l'Energie de la Russie et de l'Arabie saoudite se retrouvaient à Moscou pour aborder l'avenir de l'accord de l'Opep+.

Dans la matinée, le baril de Brent de la mer du Nord pour livraison en août valait 63,41 dollars à Londres, en hausse de 12 cents par rapport à la clôture de vendredi.

A New York, le baril américain de WTI pour le contrat de juillet gagnait 30 cents à 54,29 dollars.

Malgré un rebond en fin de semaine dernière, les prix du pétrole restent en très forte baisse par rapport aux sommets atteints fin avril, les investisseurs s'inquiétant d'un affaiblissement de la croissance mondiale et d'une hausse des stocks américains, deux indicateurs d'une demande faible.

Dans ce contexte, et alors que le premier producteur mondial, les Etats-Unis, pompe à un niveau record, l'accord de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (Opep) avec d'autres pays pétroliers prend une importance particulière.

Alors que les prix du pétrole poursuivaient leur chute la semaine dernière, les ministres de l'Energie de ces pays producteurs ont tenté de rassurer le marché, «avec, comme d'habitude, le ministre saoudien Khaled al-Faleh en première ligne», a commenté un analyste.

Hier, M. Faleh a rencontré son homologue russe, Alexandre Novak, pour débattre de la

nécessité de poursuivre l'accord de baisse de la production au-delà des six premiers mois de l'année.

Les producteurs russes sont plus nerveux que ceux du Moyen-Orient à l'idée de limiter volontairement leurs extractions, au risque de perdre des parts de marché au profit des Etats-Unis.

«Il existe actuellement de grands risques de surproduction», a cependant constaté M. Novak après la rencontre.

«Nous devons tout analyser pour prendre une décision équilibrée en juillet», a-t-il ajouté.

La prochaine réunion de l'Opep+ est officiellement toujours prévue pour la fin du mois de juin, mais la Russie a demandé à ce qu'elle soit reportée.

Moscou : l'Opep+ prendra une décision concertée sur la production

Les pays signataires d'un accord d'encadrement de la production pétrolière en vigueur depuis le début de l'année parviendront à une décision concertée sur l'avenir de ce pacte lorsqu'il arrivera à expiration fin juin, a déclaré le vice-ministre de l'Energie russe, Pavel Sorokine.

Quoi qu'il arrive, la coopération se poursuivra entre les membres du pacte, signé par l'Organisation des pays exportateurs de pétrole (OPEP) et ses alliés extérieurs, dont la Russie, regroupés sous le vocable Opep+, a dit Pavel Sorokine à une agence de presse étrangère.

La décision sur l'avenir de l'accord dépendra de l'état du marché pétrolier et de son éventuel équilibre, une situation qui devrait être plus claire lorsque s'ouvrira le sommet du Groupe des Vingt (G20) à Osaka, au Japon, fin juin, a observé le vice-ministre.

«Nous prendrons une décision qui sera fondée sur les besoins du marché», a-t-il dit, dans un entretien donné la semaine dernière en marge du Forum économique international de Saint-Pétersbourg et qui a pu être publié ce lundi.

«Nous prendrons une décision concertée et quoi qu'il en soit la coopération se poursuivra», a ajouté Sorokine, notant que l'état des relations commerciales entre la Chine et les Etats-Unis sera l'un des éléments du marché à prendre en compte.

La Russie est le seul exportateur pétrolier qui reste incertain sur l'opportunité de prolonger jusqu'à la fin de l'année l'accord d'encadrement, a par ailleurs déclaré le ministre de l'Energie saoudien, Khaled al Falih, dont les propos ont été rapportés par l'agence russe Tass.

Venu à Moscou pour s'entretenir avec son homologue russe Alexandre Novak, Khaled al Falih a ajouté qu'il y avait à l'évidence des désaccords en Russie sur cette question, qui doit faire l'objet d'une décision lors de la prochaine réunion de l'Opep+ à Vienne à la fin du mois.

«Il y a à l'évidence un débat dans le pays sur le volume exact que la Russie devrait produire au second semestre», a-t-il dit.

Le président russe, Vladimir Poutine, a admis jeudi dernier des divergences entre son pays et l'Opep sur le juste prix du pétrole, tout en assurant que les deux parties trouveraient un terrain d'entente lors de leur prochaine rencontre sur le sujet.

De son côté, le P-DG du groupe pétrolier russe Rosneft, Igor Setchine, a mis en garde contre la prolongation d'un pacte dans lequel il voit une menace stratégique pour la Russie car il pourrait permettre selon lui aux Etats-Unis de s'octroyer une part du marché russe.

S. Y./APS

Marchés/Changes

L'euro recule face à un dollar qui rebondit sans entrain

L'euro reculait face au dollar qui rebondissait hier sans effacer ses lourdes pertes de la semaine précédente, plombé par les perspectives assombries de la croissance américaine.

Dans la matinée, l'euro valait 1,1301 dollar contre 1,1334 dollar vendredi soir.

Le billet vert remontait face à la plupart des autres devises après avoir souffert des tensions entre les Etats-Unis et le Mexique, qui menaçaient de peser sur l'économie américaine et de pousser la Réserve fédérale (Fed) à abaisser ses taux.

Vendredi soir, à l'issue de plusieurs jours de négociations ardues, Washington et Mexico ont arraché un accord sur l'immigration comme souhaité par Donald Trump.

«Les obligations américaines et le peso mexicain en ont profité», ont commenté des analystes. Le peso, qui s'était écroulé face au dollar quand le président américain avait

menacé d'infliger des droits de douane punitifs au Mexique, a retrouvé son niveau d'avant ces annonces, et évoluait à 19,19 pesos pour un dollar, dans la matinée.

Mais sur le marché du billet vert, «deux sujets restent plus importants que tout le reste, les tensions entre la Chine et les Etats-Unis et leur effet sur la croissance mondiale, ainsi que les signaux de ralentissement de l'économie américaine», a rappelé un analyste.

En effet, le dollar ne parvenait même pas à effacer sa baisse de vendredi face à l'euro, quand des données décevantes sur l'emploi américain avaient inquiété le marché.

Avec un ralentissement des créations d'emploi, «à moins d'un miracle de productivité, la croissance américaine va être plus faible que prévu», ont prévenu des spécialistes. Dans la matinée, le yen reculait légèrement face à l'euro, à 122,72 yens pour un

euro, contre 122,62 yens vendredi soir, et baissait plus nettement face au billet vert, à 108,60 yens pour un dollar contre 108,19 yens vendredi soir.

La devise britannique était stable face à l'euro, à 89,06 pence pour un euro, et reculait face au dollar, à 1,2688 dollar pour une livre.

Le franc suisse restait stable face à l'euro, à 1,1196 franc suisse pour un euro, et reculait face au dollar, à 0,9908 franc suisse pour un dollar.

L'once d'or valait 1 327,63 dollars, contre 1 340,81 dollars vendredi soir.

La monnaie chinoise valait 6,9331 yuans pour un dollar, contre 6,9098 yuans pour un dollar vendredi dans l'après-midi.

Le bitcoin valait 7 721,70 dollars, contre 7 898,63 dollars vendredi soir, selon des chiffres compilés par Bloomberg.

R. E.

Candidats aux besoins spécifiques recalés

BEM : la moyenne de l'évaluation continue retenue

■ La moyenne de l'évaluation continue sera retenue pour les candidats aux besoins spécifiques recalés aux épreuves du Brevet de l'enseignement moyen (BEM), a annoncé, hier à Alger, le ministre de l'Education nationale, Abdelhakim Belabed.

Par Wahiba H.

«**J**e rappelle que tout candidat de la catégorie des personnes aux besoins spécifiques n'ayant pas été admis au BEM, verra sa moyenne de l'évaluation continue retenue», a indiqué le ministre lors d'une visite au nouveau CEM à Al Achour, où des candidats handicapés visuels passent les épreuves de fin de cycle moyen. M. Belabed s'est dit satisfait des efforts fournis par les enseignants surveillants et accompagnateurs au profit de cette catégorie de candidats atteints de handicap visuel (neuf candidats, dont quatre filles), et ce, conformément aux dispositions prévues par le guide d'organisation des épreuves consacré à cette frange. Les candidats étaient accompagnés d'enseignants sans aucun lien avec l'épreuve passée, ayant pour charge de consigner la réponse donnée oralement par le candidat ou lui lire le contenu de l'épreuve. Le ministre a rappelé la décision du Premier ministre concernant la catégorie des personnes aux besoins spécifiques, portant création d'une Commission interministérielle, composée des ministères de l'Education nationale, de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, ainsi que celui de l'Enseignement et de la Formation professionnels, en vue de déboucher sur des décisions et mécanismes à même d'assurer une bonne prise en charge de cette frange

sensible.

Le premier responsable du secteur de l'Education a fait savoir que le nombre des candidats atteints de handicap visuel au niveau national, s'élève à 165 et à 309 pour les candidats handicapés moteur. Pour rappel, 631 395 candidats ont entamé depuis dimanche les épreuves de l'examen du Brevet de l'enseignement moyen (BEM), à travers le territoire national, pour accéder au cycle secondaire.

Les élèves qui obtiendront une moyenne égale ou supérieure à 10/20 à cet examen seront automatiquement admis en 1^{re} année secondaire, ainsi que ceux dont l'addition de la moyenne obtenue au BEM et de la moyenne annuelle de l'évaluation continue est égale à 10/20.

Un total de 4 332 détenus ont également entamé dimanche les épreuves du BEM, au niveau de 43 établissements pénitentiaires agréés, comme centres d'examen, par le ministère de l'Education nationale. **W. H.**



Université de Souk Ahras

Les enseignants entament une grève ouverte

Les enseignants de l'université Mohamed-Chérif-Messaâdia de Souk Ahras ont entamé dimanche une grève ouverte, paralysant les différentes facultés et instituts, exigeant de satisfaire aux revendications socio-professionnelles, a-t-on constaté. Selon le représentant de la section syndicale de la Fédération nationale des enseignants universitaires, Noureddine Mehrez, «la grève qui a été suivie à 100% a paralysé toutes les facultés et tous les instituts», tandis que pour le recteur de l'université, Zoubir Bouzebda, «les contrôles n'ont pas eu lieu ce matin et la grève a touché uniquement la faculté

d'Economie et des Sciences de la nature et de la vie et l'Institut national des sciences et activités sportives, soit un taux de suivi moyen». «La grève intervient après le refus, par l'administration, du dialogue et des tentatives de médiation et la mise en doute de la légitimité du syndicat», a indiqué le représentant syndical, relevant que «l'administration a tenté de bloquer l'université par une démission collective de son staff, retirée ensuite et a porté plainte contre 16 enseignants». M. Mehrez a assuré que «la section syndicale a été légitimement élue par 150 enseignants, soit plus de 20% des ensei-

gnants de l'université». Il a affirmé que les principales revendications sont «le versement d'arriérés financiers remontant à 2015, l'attribution des logements réalisés, l'attribution des bourses scientifiques aux enseignants et l'équipement des laboratoires». Les enseignants, a-t-il ajouté, demandent l'intervention de la tutelle pour trouver une solution dans l'intérêt de l'étudiant. Selon le recteur de l'université, «le syndicat n'a pas tenu son assemblée générale constitutive et n'est pas de ce fait agréé». Il a également indiqué que l'administration de l'université a versé 50% des arriérés jusqu'à mars 2017. **Aziza Y.**

Enseignement coranique à Tindouf Plus de 1 250 apprenants cette saison

Plus de 1 250 apprenants du saint Coran ont rejoint cette année les écoles coraniques dans la wilaya de Tindouf, a-t-on appris avant-hier auprès de la direction locale des Affaires religieuses et des Wakfs.

L'enseignement coranique dans la cette région suscite d'une année à l'autre un engouement des apprenants, grâce aux efforts des imams, des enseignants coraniques et des bénévoles, en dépit des difficultés

rencontrées et liées notamment au manque des structures d'accueil et au déficit en encadrement pour ce genre d'enseignement religieux, a indiqué le directeur du secteur, Malek Berrah. La wilaya de Tindouf dispose

actuellement de 18 lieux de culte, dont la plupart dépourvus d'espaces appropriés pour l'enseignement coranique, ainsi que de cinq encadreurs seulement, état de fait requérant le recours à l'encadrement des classes par

des imams en attendant la prise en charge du problème. Par ailleurs, il est à relever la contribution de certaines classes assurées par des bénévoles dans l'enseignement coranique, qui accueillent un nombre important d'enfants apprenants, à l'instar de trois classes privées regroupant près de 200 apprenants, dont certains ont dirigé des prières lors du mois de ramadhan, selon des responsables de ces écoles. Les horaires d'apprentissage du saint Coran en période estivale dans la wilaya de Tindouf sont programmés pratiquement tôt le matin, après les prières du Sobh (aube) et de l'après-midi (El-Asr), pour épargner aux enfants les effets des fortes chaleurs, selon le programme arrêté par la direction locale des Affaires religieuses.

Banque mondiale

La planète compte aujourd'hui 34 pays pauvres

La planète compte actuellement 34 pays pauvres, c'est-à-dire affichant un revenu annuel par habitant égal ou inférieur à 995 dollars, contre 66 pays en 2003, selon un rapport de la Banque mondiale. Sur ces 34 pays catalogués «à bas revenus», 26 se trouvent en Afrique subsaharienne, dont le Mali, le Niger, l'Erythrée, Madagascar ou encore la République démocratique du Congo. 32 pays ont rejoint le groupe des économies dites «à revenu intermédiaire» depuis 2003, portées notamment par une croissance économique rapide. Les pays exportateurs des hydrocarbures ou de

métaux ont ainsi tiré profit du supercycle des matières premières. Les cours de l'énergie et des métaux plus que tripler entre 2001 et 2011, tandis que le prix des produits agricoles augmenter de près de 150%. D'autres pays ont tiré profit de la fin des conflits pour relancer leurs économies tandis qu'une troisième catégorie de pays a récolté les dividendes de l'intégration commerciale régionale comme la Moldavie ou le Nicaragua, le Kenya, le Rwanda et la Tanzanie. Mais la dynamique de la réduction rapide du nombre des pays pauvres à l'échelle mondiale a peu de chances de se

poursuivre, d'après les estimations de la Banque mondiale. Et pour cause : plus de la moitié des 34 pays toujours classés comme étant pauvres souffrent de situations de conflit, de violences ou d'instabilité. La quasi-totalité d'entre eux sont aussi très dépendants de l'agriculture, ce qui risque d'aggraver les effets néfastes du changement climatique et ses conséquences sur leurs économies. A tout cela s'ajoutent des niveaux d'endettement en constante hausse, le ralentissement de l'économie mondiale et la faiblesse des gouvernements locaux.

Hania D.

Ali B.

Médéa

Mise en exploitation prochaine du tronçon Sidi Madani-El Hamdania

■ L'ouverture à la circulation automobile des tunnels reliant Sidi Madani (Blida) à El Hamdania (Médéa) interviendra «au courant de la semaine prochaine, après la levée des réserves émises lors de la phase d'essais», a indiqué le directeur des travaux publics de la wilaya.

Par Anissa H.

«**L**a dernière phase d'essais des équipements installés à l'intérieur des tunnels de Sidi-Madani et d'El-Hamdania avance à un rythme soutenu et devrait être achevée une fois toutes les garanties de sécurité réunies», a rassuré Yahia Meziane, précisant que la mise en exploitation de ce tronçon routier «aura lieu dans peu de temps». «L'ouverture à la circulation automobile du tronçon Sidi Madani-El Hamdania était

programmée pour hier, mais a finalement été reportée en raison des réserves émises par la Commission nationale de prévention relevant de la direction générale de la Protection civile concernant le mauvais fonctionnement du système de lutte anti-incendie», a expliqué le responsable. «Un problème de pression dans l'alimentation du système de lutte anti-incendie, installé à l'intérieur des deux tunnels, a été détecté, selon Yahia Meziane, lors des essais effectués en prévision de la mise en exploitation de ce tronçon routier, ce qui a

nécessité la prise en charge de ce problème conformément aux conditions requises en matière de sécurité routières». L'entreprise chargée de l'équipement de ces deux tunnels a été invitée, à cet effet, à «régler, dans les meilleurs délais possibles, le problème de pression d'eau du système anti-incendie, à l'origine de ce report, de façon à optimiser le niveau de sécurité au sein de ces ouvrages et permettre son ouverture à la circulation automobile», a fait savoir le directeur des Travaux publics.

A. H./APS



Complexe sportif d'Oran

Le wali «confiant» quant à la livraison du projet dans les délais

Le wali d'Oran s'est déclaré «confiant» quant à la livraison dans les délais de la totalité des équipements du nouveau complexe sportif de la ville, soit avant la fin 2020. L'achèvement des travaux permettra de passer à la phase des tests en prévision des

Jeux méditerranéens qu'abritera Oran en 2021, a souligné Moulood Cherifi dans une déclaration à la presse, à l'issue d'une nouvelle visite d'inspection. Le nouveau complexe sportif comporte un stade de 40 000 places et un stade d'athlétisme de 4

000 places, deux infrastructures devant être réceptionnées au plus tard en fin de 2019, alors que le centre nautique composé de quatre bassins et la salle omnisports de 7 000 places, devrait être achevé au cours de l'année 2020. Le chef de l'exé-

cutif a, en outre, profité de l'occasion pour sommer la société chinoise MCC, chargée des travaux de réalisation de ce grand projet, à redoubler les efforts, et surtout renforcer l'effectif affecté sur le site après avoir constaté une «baisse de régime» en

matière de cadence des travaux. «La société chinoise avance à chaque fois comme alibi des contraintes d'ordre financier. De notre côté, on est en train de résoudre ce problème progressivement», s'est insurgé M. Cherifi. «Ce n'est quand même pas une raison pour que les travaux régressent en matière de cadence. C'est d'ailleurs ce que j'ai expliqué aux représentants de la société chinoise MCC, qui reste quand même une solide entreprise. Cela dit, ses responsables ont été sommés de redoubler d'efforts et surtout de renforcer la main-d'œuvre déployée sur le site», a-t-il insisté.

Nabila T.

Mila/Teleghma

Les agriculteurs craignent pour leurs récoltes depuis l'interruption de l'eau d'irrigation

Les producteurs de pomme de terre et de carotte, implantés dans la commune de Teleghma (Mila), se disent craindre pour leurs récoltes depuis l'interruption de l'eau d'irrigation de l'Office national de l'irrigation et du drainage (ONID), a-t-on appris dimanche de leur représentant, Mohamed Djazi.

Ce professionnel a indiqué que la deuxième tranche du périmètre d'irrigation de la commune de Teleghma n'est plus approvisionnée en eau depuis le début du mois de juin, chose qui porte préjudice à près de 20 agriculteurs de pomme de terre et de carotte sur une surface de 100 hectares et qui pourrait avoir des

conséquences désastreuses sur les récoltes si la situation perdurait. Le directeur de l'ONID-Teleghma, Youcef Ghazi, a de son côté, expliqué que l'interruption en eau d'irrigation qui touche ce périmètre agricole est due aux travaux menés actuellement pour réparer les fuites relevées sur le système de transfert»,

assurant que «tout devrait rentrer dans l'ordre avant la fin de semaine». Il a ainsi fait savoir que les travaux de réparation se poursuivent jour et nuit, sans interruption, afin de régler définitivement ce problème et reprendre l'approvisionnement en eau d'irrigation de manière naturelle.

A. O.

Mascara

Des communes prochainement alimentées en eau de mer dessalée

Le projet d'alimentation en eau de mer dessalée des communes d'El Bordj, Khalouia et Ain Farès, relevant de la wilaya de Mascara, sera mis en service en juillet prochain, a annoncé la direction locale des Ressources en eau. Ce projet ayant nécessité un montant de 210 millions DA, au titre du programme d'urgence de l'exercice 2018, vise à alimenter les trois communes en eau de mer dessalée à partir de la mégastation de dessalement d'El Mactaa (Oran), depuis

le réservoir principal de la ville de Mascara avec un débit moyen de 6 000 m³/jour, a indiqué le chef du service d'AEP, Bessayeh Halim. Le responsable a souligné que l'alimentation des communes de Khalouia, El Bordj et Ain Farès en eau de mer dessalée permettra d'économiser 1 600 m³/jour d'eau à la commune de Tighénif. Le chef du projet, Mustapha Khelouia, a signalé la fin de la pose des adductions d'eau sur une distance de 23 km avec la réalisation de trois stations

de pompage de 200 m³ chacune, en attendant leur mise en service. Ce projet repose sur des réservoirs disponibles avec la réalisation de petits châteaux d'eau pour fournir l'eau aux stations de pompage. Seize communes, sur un total de 47 que compte la wilaya de Mascara, sont alimentées actuellement en eau de mer dessalée. Ce nombre sera porté à la hausse l'été prochain à 21 communes, touchant 72% de la population de la wilaya.

APS

Récolte céréalière à Aïn Defla 2,1 millions de quintaux attendus

La récolte céréalière attendue dans la wilaya d'Aïn Defla, au titre de la saison agricole 2018-2019, serait de 2,1 millions de quintaux, en hausse par rapport à celle de la dernière campagne moissons-battage (1,96 millions qx), selon les prévisions de la Direction locale des services agricoles (DSA). Ces prévisions prennent en

ligne de compte l'extension de la superficie consacrée à la céréaliculture (78 500 ha contre 75 000 ha la saison dernière), la bonne pluviométrie enregistrée en avril dernier ainsi que l'amélioration de l'application des itinéraires technique par les céréaliculteurs, a indiqué le responsable du service des statistiques à la même direction,

Amar Saâdi. Les prévisions en matière de rendements attendus font état d'une moyenne de 27 qx/ha pour les quatre variétés objet de la campagne moisson-battage (blé tendre, blé dur, orge et avoine), a précisé M. Saâdi, observant que ce chiffre dépassera les 50 qx/ha sur des superficies intensifiées. A vocation agricole, la wilaya de Aïn

Defla compte quelque 13 000 agriculteurs investis dans la céréaliculture laquelle représente près de 45% de la superficie agricole utile (SAU), note-t-on, remarquant que cette branche de l'agriculture est notamment pratiquée au niveau des régions de Aïn Soltane, Djellida, El Amra, Mekhatria, Aïn Defla et El Abadia.

R. S.

Sidi Bel-Abbès Saisie de 3 qx de viandes impropres à la consommation

LES ÉLÉMENTS de la police ont saisi 3 quintaux de viandes impropres à la consommation destinés à la vente au centre-ville de Sidi Bel-Abbès, a-t-on appris auprès de la cellule d'information et de communication de la sûreté de wilaya. Sur la base d'informations faisant état d'un véhicule transportant une quantité considérable de viande, une enquête a permis d'intercepter le véhicule suspect et de découvrir à son bord un total de 284 kg de viande, a-t-on indiqué. Il s'agit de 160 kg de viande congelée, de 102 kg de viande congelée en morceau en phase de fonte, de 7 kg de viande hachée, 15 kg de graisse impropre à la consommation, a-t-on précisé, soulignant que la saisie a été opérée en collaboration avec les services compétents qui ont détruit cette marchandise et entrepris une procédure judiciaire contre le vendeur.

R. R.

Répression des Sahraouis à Smara

Le Polisario saisit les instances de l'ONU

■ Le Front Polisario a saisi les instances de l'ONU suite à la répression brutale de jeunes Sahraouis à Smara par les forces de sécurité marocaines, alors qu'ils fêtaient la libération du détenu politique sahraoui, Salah Abdallah Lebsir.

Par Farid M.

Le représentant du Front Polisario auprès de l'ONU, Mohamed Sidi Omar, a adressé une lettre de dénonciation au chef de la Minurso, Colin Stewart, aux sous-secrétaires adjoints de l'ONU en charge des affaires politiques et des opérations de maintien de la paix et aux membres du Conseil de sécurité. Les forces de l'ordre marocaines et des agents paramilitaires ont fait preuve d'une «barbarie qui parle d'elle-même et se passe fort bien de tout commentaire», a dénoncé le diplomate qui a accompagné sa lettre d'un enregistrement vidéo montrant des jeunes Sahraouis brutalisés par les forces de sécurité marocaines. «Malheureusement, ces pratiques terroristes sont perpétrées dans un black-out médiatique total» imposé aux territoires sahraouis occupés où des journaliers et défenseurs des droits de l'homme sahraouis sont «persécutés et détenus de façon arbitraire», a-t-il déploré. M. Sidi Omar a cité le cas de Nezha El Khalidi, arrêtée le 4 décembre 2018, alors qu'elle diffusait, en direct sur Facebook, une scène de rue au Sahara occidental occupé, dénonçant la répression des manifestants sahraouis. Rappelant les recommandations du Secrétaire général de l'ONU dans son dernier rapport sur le Sahara occidental, le représentant sahraoui a souligné l'urgence de mettre en place une surveillance indépendante des droits de l'homme dans les territoires occupés. Dans ce rapport, le chef de l'ONU a estimé qu'«une surveillance indépendante, impartiale, globale et durable de la situation des droits de l'homme est nécessaire pour garantir la protection des sahraouis dans les territoires occupés». Le diplomate affirme qu'«il est devenu impératif que l'ONU, par le biais de sa mission sur le terrain, prenne les mesures nécessaires pour mettre fin aux brutalités et l'impunité des autorités marocaines» qui violent les droits humains fondamentaux des sahraouis dans les territoires occupés. «Notre peuple a beaucoup souffert et sa patience et confiance dans le processus de paix des Nations unies s'épuisent de jour en jour», indique-t-il.

Ghali : le peuple sah-

raoui plus que jamais déterminé à poursuivre sa lutte

Le président sahraoui, Brahim Ghali, a mis en avant la détermination du peuple sahraoui à consentir davantage de sacrifices pour parachever la souveraineté de la République arabe sahraouie et démocratique (RASD) sur l'intégralité du territoire national, soulignant que les politiques d'intransigeance et d'obstruction de l'occupant n'entameront pas la volonté des Sahraouis à poursuivre leur lutte pour la liberté et l'indépendance. Président le Conseil des ministres au siège de la présidence de la République, le Président Brahim Ghali, Secrétaire général du Front Polisario, a affirmé que la lutte du peuple sahraoui pour recouvrer ses droits légitimes à la liberté et à l'indépendance «se poursuivra, en toutes circonstances, et ne pourra être freinée par les politiques d'intransigeance et les manœuvres d'obstruction menées par l'occupant marocain». «Fort du courage de ses jeunes et de la conscience qui anime ses différentes franges, le peuple sahraoui, appuyé par son armée, est prêt aujourd'hui et demain à consentir davantage de sacrifices en vue



de parachever la souveraineté de la RASD sur l'ensemble de son territoire national», a ajouté le Président Ghali. Par ailleurs, le président sahraoui a relevé l'importance extrême que revêt le programme d'été mis en place au profit des jeunes et des étudiants, partant du fait qu'il est destiné à une frange qui a été de

tout temps l'épine dorsale de la bataille de libération nationale et gage de sa poursuite. Le secrétaire général du Front Polisario a estimé que cette station doit être l'occasion pour se mobiliser, intensifier les efforts de tous les cadres, citoyens et institutions et de «retrousser les manches en vue de relever les défis existants,

préservant l'unité nationale, s'unir pour réaliser les objectifs du front populaire de libération de Sakia El-Hamra et Oued Edhab, et de renforcer le front interne et les fondements de la résistance afin de faire face aux plans et complots ourdis par l'ennemi».

F. M./APS

Tunisie

La production céréalière va dépasser les 20 millions de quintaux

La récolte des céréales est estimée à plus de 20 millions de quintaux (2 millions de tonnes) pour la campagne de 2019, contre 14,3 millions de quintaux, pour la précédente, selon une source officielle du ministère de l'Agriculture. Les quantités des céréales collectées devraient avoisiner les 20 millions de quintaux, contre un peu plus de 14 millions de quintaux, au cours de la dernière campagne, grâce aux conditions climatiques favorables qui ont prévalu au cours de cette année et notamment une bonne pluviométrie dans la plupart des régions, notamment le centre, après trois années de sécheresse. D'après les prévisions inscrites dans le budget économique 2019, la récolte des céréales pour cette campagne avait été estimée à 19 millions de quintaux. Le ministre tunisien de l'Agriculture, Samir Taïeb, a affirmé, début juin courant, à Kairouan, que la récolte céréalière pour cette campagne va atteindre des niveaux records. Les superficies emblavées ont atteint au cours de cette campagne un million 220 mille d'hectares (ha), dont 849 mille ha dans les gouvernorats du nord, 375 mille ha dans les gouvernorats du centre et du sud. Le membre du bureau exécutif de l'Union tunisienne de l'agriculture

et de la pêche, chargé des grandes cultures, Mohamed Rjaibia, a pour sa part considéré que l'estimation de la récolte des céréales, à 20 millions de quintaux, est surévaluée. Selon lui, la récolte céréalière n'atteindra pas des records, estimant qu'elle ne dépassera pas les 16 à 17 millions de quintaux. Les principaux problèmes au niveau de cette campagne concernent la collecte et le stockage, a-t-il signalé, précisant que la capacité de collecte varie actuellement entre 8,5 et 9 millions de quintaux et qu'il y aura recours aux centres de stockage à ciel ouvert. La Tunisie consacre annuellement une moyenne de 600 millions de dinars pour l'importation des céréales, dont le blé tendre, le blé dur et l'orge fourragère, selon les statistiques de l'Office tunisien des céréales.

Le gouvernement appelle à la vigilance face aux menaces terroristes persistantes

«Une vigilance en matière de sécurité est nécessaire face aux menaces terroristes persistantes aux niveaux régional et international», a souligné le ministre tunisien de l'Intérieur, Hichem Fourati. En marge de sa participation

à la Journée nationale et mondiale de l'environnement, organisée sur l'avenue Bourguiba, au cœur de la capitale tunisienne, M. Fourati a insisté, en s'adressant aux journalistes, sur l'importance de la coopération et de la coordination entre tous les pays pour lutter contre ce phénomène qu'il qualifie de «fléau transnational». «La lutte contre le terrorisme demeure l'une des priorités du travail des ministères et des gouvernements (...) la préparation des unités de sécurité, en coordination avec l'armée pour faire face aux menaces terroristes, étant plus que primordiale», a-t-il affirmé. Le ministre de l'Intérieur a en outre insisté sur la capacité de son pays à organiser d'importantes manifestations et échéances d'envergure régionale et mondiale : «La culture sécuritaire se veut enracinée en Tunisie et n'est guère une approche émergente chez la génération d'aujourd'hui», a-t-il commenté. La capitale tunisienne, a-t-il rappelé, a organisé «avec succès» bon nombre de rendez-vous multisectoriels, dont les préparatifs logistiques, sécuritaires, de ressources humaines et de renseignement pour abriter le 30^e Sommet arabe, organisé fin mars, outre les différentes échéances culturelles et sportives. **Amel O.**

Libye

Le bilan des combats à Tripoli s'élève à 653 morts et 3 547 blessés

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a annoncé dans un nouveau bilan qu'au moins 653 personnes avaient été tuées et 3 547 autres blessées lors des combats qui ont lieu dans la capitale libyenne Tripoli et ses environs, ont rapporté hier

des médias locaux. «Le bilan du conflit en cours dans la capitale de la Libye s'établit à 653 morts, dont 141 civils, et 3 547 blessés, dont 126 civils», a précisé l'OMS sur son compte Twitter, ont ajouté les mêmes sources. Dans un précédent bilan, l'OMS avait fait

état de 562 morts et près de 2 855 blessés, alors que l'exode a poussé plus de 80 000 personnes à quitter leurs domiciles. La capitale libyenne a été agressée depuis le 4 avril dernier par des troupes de Khalifa Haftar venues de l'Est du pays pour

s'emparer de Tripoli où siège le Gouvernement d'union nationale reconnu et soutenu par l'ONU. Malgré les appels incessants de la communauté internationale pour un cessez-le-feu, les combats se poursuivent entre les forces du Gouvernement d'union

nationale et les troupes de Khalifa Haftar. La Libye peine à assurer une transition démocratique, alors que le pays est plongé dans un climat d'insécurité et de chaos depuis la chute de l'ancien régime de Muammar Kadhafi en 2011. **R. M.**



Nigeria

Des dizaines de morts dans des attaques de bandits dans le Nord

■ Au moins 43 personnes ont été tuées dans plusieurs attaques contre des villages de l'État de Sokoto, dans le nord du Nigeria, perpétrées au cours du week-end par des bandits, des groupes armés qui sèment la terreur dans les campagnes, ont rapporté hier des sources policières et locales.

Rosa C.

Ces sources ont évoqué une première vague d'attaques contre quatre villages à une cinquantaine de kilomètres de Sokoto, capitale de l'État du même nom, dans la nuit de samedi à dimanche, ayant fait 25 morts. Une autre vague d'attaques, plus au nord dans le même État, a fait 18 morts.

Dans la première attaque, des hommes armés sont arrivés dans des villages du district de Rabah, ouvrant le feu sur les habitants avant de voler des têtes de bétail. «25 personnes ont été tuées et beaucoup d'animaux du cheptel ont été dérobés par les assaillants», a rapporté à l'AFP le représentant de la police locale, Ibrahim Kaoje, affirmant que quatre suspects ont été

interpellés. Parallèlement, un groupe de bandits a mené un raid sur le village de Satiru, à la frontière entre le Nigeria et le Niger, faisant 18 morts.

«Nous avons perdu 18 personnes», a expliqué un habitant, Umeh Na-Ta'ala.

«Ils ont ouvert le feu au hasard», a précisé un autre témoin, Abdullahi Dantani.

Le président Muhammadu Buhari a condamné ces attaques hier matin, se disant «choqué» et «attristé» par «la mort massive de gens dans les attaques de banditisme qui ont eu lieu samedi dans l'État de Sokoto».

«Le président Buhari condamne tout acte de violence et de terrorisme contre les Nigériens innocents», a-t-il déclaré dans un communiqué. Les États de Zamfara, Sokoto, Katsina et Kaduna, au nord d'Abuja, la capi-

tales fédérale, sont le théâtre d'attaques similaires depuis quelques mois.

Dans un communiqué hier, Human Rights Watch a indiqué qu'«au moins 262 personnes avaient été tuées par des bandits» depuis le début de l'année, rien que dans l'État du Zamfara. «Le gouvernement a déployé 1 000 soldats dans l'État en réponse», ajoute l'ONG, mais «peu de responsables des violences ont été arrêtés».

Ces gangs criminels, qui ne se revendiquent d'aucune idéologie, mènent régulièrement des raids dans les villages, volant du bétail, brûlant des maisons, pillant de la nourriture et procédant à des enlèvements contre des rançons. Les communautés



rurales ont formé des milices d'autodéfense pour pallier le manque de policiers ou de militaires dans ces zones difficiles d'accès.

Mais ces forces d'autodéfense sont elles-mêmes accusées d'exécutions extrajudiciaires de bandits présumés, ce qui exacerbe les violences. Le vaste

Nigeria est confronté à de multiples défis en matière de sécurité, notamment les attaques du groupe jihadiste Boko Haram et les affrontements intercommunautaires entre éleveurs et agriculteurs qui se disputent les terres dans un pays à la démographie galopante.

R. C.

Haïti

Un mort en marge de la manifestation réclamant la démission du président

Un homme a été tué en marge de la manifestation qui a réuni plusieurs milliers d'Haïtiens dimanche à Port-au-Prince, réclamant la démission du président Jovenel Moïse, accusé d'être au cœur d'un «stratagème de détournements de fonds» par la Cour supérieure des comptes.

Le corps sans vie, marqué d'une blessure par balle au thorax, a été rapidement transporté hors de la zone de tensions, a pu constater une journaliste de l'AFP.

En fin de parcours, des violentes échauffourées ont opposé des groupes de jeunes hommes aux forces de l'ordre à proximité du palais présidentiel et du siège départemental de la police. Malgré une importante présence policière et le déploiement de véhicules blindés de l'ONU, deux bâtiments à proximité ont été ravagés par un incendie.

«On ne peut plus être pacifiques. Regardez : ce pouvoir nous tue à chaque fois qu'on manifeste. Et chaque jour, on n'a pas assez d'argent pour manger donc on meurt tous à petit feu. Ce président n'a plus la moralité pour nous gouverner», a confié avec rage Bernard Camillien, un manifestant de 56 ans observant un groupe de jeunes piller un petit commerce.

Alors que manifestants et policiers s'affrontaient à coups de pierre et de grenades lacrymogènes, plusieurs rafales de tirs à balles réelles ont résonné au centre-ville.

Avant ces incidents, le cortège de plusieurs milliers de personnes, membres d'organisations de la société civile et de partis d'opposition, avait défilé

dans le calme, réclamant justice.

Les juges de la Cour des comptes ont publié la semaine dernière un rapport de plus de 600 pages sur l'utilisation du fonds Petrocaribe, un programme de développement parrainé par le Venezuela, qui se révèle être une litanie d'exemples de gestion calamiteuse et de corruption.

Parmi les centaines de projets épinglés, les magistrats ont découvert qu'en 2014, pour le même chantier de réhabilitation de route, l'État a signé deux contrats avec deux entreprises aux noms distincts, Agritrans et Betex, mais qui partagent notamment le même matricule fiscal et le même personnel technique.

Avant son arrivée au pouvoir en 2017, Jovenel Moïse était à la tête de l'entreprise Agritrans, laquelle a reçu plus de 33 millions de gourdes (plus de 700 000 dollars américains, au taux de l'époque) pour ce projet routier alors que son activité consistait à de la production bananière.

«Ces gens-là n'ont pas fait beaucoup d'efforts pour dissimuler quand ils détournent l'argent. C'est pour ça que le président doit démissionner : pour qu'on puisse finalement couper toute la tête de ce système de mafia qui se protège pour ne pas aller en prison et aller vers le procès Petrocaribe», a affirmé dimanche avec espoir Velina Charlier, «Petrochallengeuse» de la première heure.

Toujours perçu comme source de gaspillage et de corruption, le fonds Petrocaribe a déjà donné lieu, en 2016 et 2017, à

deux enquêtes sénatoriales. Depuis l'été 2018, le mouvement citoyen «Petrocaribe Challenge» a multiplié les manifestations à travers le pays, poussant la Cour des comptes à lancer son contrôle pour déterminer comment les plus de 1,6 milliard de dollars américains ont été dépensés par les quatre administrations successives.

L'appel à un assainissement des institutions nationales est partagé par le secteur catholique.

Ses évêques ont déclaré samedi vouloir voir «à tous les échelons des pouvoirs et de la Fonction publique des femmes et des hommes nouveaux par leur mentalité, leur conscience professionnelle et leur compétence».

En février, Haïti a connu une semaine de violentes manifestations contre le pouvoir au cours desquelles au moins sept personnes ont été tuées.

Ces émeutes ont entraîné mi-mars la chute du gouvernement, mais depuis le processus politique pour installer un nouveau cabinet est bloqué par le Parlement.

Sans ministres en fonction, sans encore de budget voté pour l'année fiscale qui a débuté en octobre, Haïti est également menacée par une crise constitutionnelle car la tenue d'élections législatives à l'automne est incertaine.

Cette fragilité institutionnelle aggrave la crise économique à laquelle le pays fait face. Avec une inflation dépassant les 17%, couplée à une forte dévaluation de la monnaie nationale, les besoins des familles les plus vulnérables s'amplifient.



Impuissance

Solutions

Par Fouzia Mahmoudi

Le retrait des États-Unis de l'accord sur le nucléaire n'a pas affecté que Téhéran, mais tous les autres signataires qui craignent des conséquences néfastes sur le long terme. La France, notamment, tente depuis plusieurs mois d'avancer des solutions pour renforcer l'accord, mais rencontre la réticence de Téhéran, échaudé par le comportement de Washington. En effet, l'Iran a rejeté cette semaine l'idée de nouvelles négociations sur le nucléaire iranien, évoquée par le président français Emmanuel Macron, estimant qu'un élargissement de l'accord existant, signé en 2015, signifierait son échec. A l'occasion d'une rencontre avec le président américain Donald Trump, Macron a déclaré jeudi que «nous devons ouvrir de nouvelles négociations» avec Téhéran afin d'assurer «la paix dans la région». «Nous voulons être sûrs qu'ils n'obtiennent pas l'arme nucléaire», a dit le président français, ajoutant que «nous avons un instrument jusqu'en 2025», en référence à ce que prévoyait l'accord conclu en 2015 à Vienne entre l'Iran et six puissances. Téhéran a accepté de brider son programme nucléaire et s'est engagé à ne jamais chercher à se doter de la bombe atomique, obtenant en échange la levée d'une partie des sanctions économiques internationales. Les États-Unis se sont unilatéralement retirés de cet accord en mai 2018. Emmanuel Macron tente de longue date de vendre l'idée d'un nouvel accord qui viendrait élargir la base de l'accord existant en intégrant notamment des éléments limitant l'activité balistique de Téhéran. «Le fait de soulever des questions en dehors du JCPOA (accord nucléaire) ne contribue pas à la sauvegarde du JCPOA mais augmentera au contraire la méfiance des autres signataires de l'accord», a déclaré le porte-parole des Affaires étrangères iraniennes, Abbas Moussavi, dans un communiqué publié sur le site de son ministère. Pour Abbas Moussavi, les pays européens signataires de l'accord (la France, le Royaume-Uni et l'Allemagne), ont été «incapables d'agir selon leurs engagements». Ces trois pays appellent à sauver l'accord nucléaire malgré le retrait de Washington. L'Iran leur a lancé le 8 mai un ultimatum – ainsi qu'aux deux autres parties restantes à l'accord, la Chine et la Russie – pour sortir de leur isolement les secteurs pétrolier et financier iraniens, visés par les sanctions américaines. Téhéran a aussi annoncé s'affranchir de deux de ses engagements pris au titre de l'accord nucléaire. Le fait d'élargir l'accord «aiderait seulement l'Amérique à se rapprocher de son objectif, qui est l'effondrement du JCPOA», a affirmé Abbas Moussavi. Ainsi, les années d'efforts entrepris en amont de la signature de l'Accord en 2015 semblent avoir été bien inutiles, alors que la méfiance grandit entre les signataires. Le retrait de Washington aura ainsi bel et bien signé la mort de l'Accord, renvoyant les relations de Téhéran avec l'Occident plusieurs années en arrière.

F. M.

Arts plastiques

Hocine Houara, un talent inspiré des splendeurs des Aurès

■ A 71 ans, le plasticien Hocine Houara, un des pionniers du mouvement pictural à Batna et dans la région des Aurès, a toujours un pinceau généreux en couleurs inspirées de la splendeur de la nature d'une région à laquelle il s'identifie.

Par Adéla S.

Avec un parcours artistique de plus de 44 ans, ce fils de la ville d'El Kantara qui dépendait de Batna jusqu'au découpage de 1974, poursuit encore ses investigations dans l'univers des arts plastiques entamées en 1969 lorsqu'il a rejoint à l'âge de 20 ans l'Ecole des beaux-arts d'Alger.

Avec des œuvres touchant aux diverses tendances expressionniste, réaliste et abstraite, l'artiste expose de nouveaux à la maison de la Culture «Mohamed-Laïd-Al-Khalifa» de Batna, à l'occasion de la Journée nationale de l'artiste, ses toiles «Instant d'évasion», «La mère auréssienne», «Le déluge», «Doukhan wa ramad», «Le sommeil du rêve» et «Composition».

Bien que les thèmes divergent d'une toile à une autre, le bleu avec ses infinies nuances constituent le dénominateur commun de ces œuvres.

«Cette couleur, a confié l'artiste à l'APS, me transpose dans des univers où les couleurs s'écoulent tel un rêve où les fils de laine qui glissent entre les doigts de ma mère lorsqu'elle tissait ses tapis aux couleurs aussi radieuses que la nature d'El Kantara en printemps».

«Enfant, je m'installais souvent

en face du métier à tisser de ma mère et contemplais, émerveillé, les motifs colorés qui prenaient forme progressivement», a ajouté Houara qui assure conserver le souvenir «singulier» d'une toile qu'il avait vue accrochée dans la maison d'un voisin et qu'il ne sut qu'elle était une des œuvres du peintre espagnol Francisco de Goya qu'après avoir fréquenté l'Ecole des beaux-arts.

Houara garde un sentiment tout spécial pour sa toile «Naânaâ» qui lui avait ouvert la voie de la notoriété avec l'obtention en 1981 du premier prix du Festival international des arts plastiques à Souk Ahras.

Exposée pour la première en 1979 à Batna, cette œuvre, souligne l'artiste, est «le portrait d'une fillette de son village El Kantara dont les traits avaient

réussi à concentrer ceux de tous les enfants de l'Algérie mélangés à l'innocence propre à toute enfance». «De toutes les œuvres, Naânaâ est ma préférée que j'ai toujours refusé de vendre», confie-t-il.

«En dépit du grand nombre de plasticiens dans la capitale des Aurès, cette ville ne possède encore pas une galerie d'exposition et les salons d'arts plastiques demeurent espacés dans le temps», regrette Houara qui a enseigné l'art plastique dans plusieurs lycées de Batna et à l'Ecole régionale des beaux-arts de cette ville.

Les artistes ont besoin d'une structure permanente d'exposition qui sera pour eux un carrefour de rencontres et d'échanges et, pour la ville, «un lieu d'effervescence artistique», a encore



soutenu Houara qui note que, faute d'une telle structure, sa plus récente participation à une exposition collective remonte à 2015 à Alger. «Une galerie d'art a toujours été un rêve pour les artistes de la région depuis le

fondateur du mouvement pictural aurésien, le défunt Abderrahmane Tamine dit Abdou», a encore affirmé Hocine Houara qui est également sculpteur et céramiste.

A. S./APS

Promotion des arts à Tissemsilt

Lancement d'un programme de motivation des artistes

La direction de la culture de la wilaya de Tissemsilt a lancé dernièrement un programme de motivation des artistes pour la promotion des arts, a annoncé dimanche soir le directeur du secteur, Mohamed Dahel en marge d'une cérémonie célébrant la Journée nationale de l'artiste.

Ce programme comporte l'accompagnement permanent des artistes de la wilaya pour résoudre leurs problèmes professionnels et répondre à leurs préoccupations

liées, entre autres, à la participation à des manifestations artistiques et culturelles dans la wilaya et dans d'autres régions du pays.

Ce programme non limité dans le temps prévoit l'ouverture d'un bureau au siège de la direction de la culture qui prendra en charge les préoccupations des artistes et en considération leurs propositions et avis visant à développer et à promouvoir divers arts de la région. Des rencontres de sensibilisation et de proximité sont prévues avec des artistes,

les incitant à adhérer à l'Office national des droits d'auteur et droits voisins (Onda) en vue d'assurer la protection de leurs créations artistiques et leur faire bénéficier de protection sociale, a-t-on indiqué.

Il est prévu aussi de les sensibiliser sur l'importance de signer des conventions avec les organisateurs de soirées et de manifestations artistiques pour garantir une participation permanente à ces rendez-vous.

Racim C.

Du 16 au 23 juin à Alger

Semaine du cinéma franco-italien

Du 16 au 23 juin, l'Institut français d'Alger et l'Institut culturel italien d'Alger, en partenariat avec la Cinémathèque d'Alger, vous convient à une semaine culturelle franco-italienne placée sous le signe du 7^e art.

Pendant une semaine, l'Institut français d'Alger, l'Institut culturel italien d'Alger et la Cinémathèque d'Alger vous proposent de découvrir ou de redécouvrir les plus grands chefs-d'œuvre des coproductions entre l'Italie et la France, depuis les années 60 jusqu'à aujourd'hui.

Depuis la création du septième art, les échanges ont toujours été forts et féconds entre les cinémas français et italien. Ces liens ont été incarnés magistralement par des couples d'acteurs et d'actrices et des metteurs en scène qui ont brillé des deux côtés des Alpes et que l'Institut culturel italien et l'Institut français d'Alger ont décidé de mettre à l'honneur pendant cette semaine.

Une riche programmation de coproductions franco-italiennes sera à l'affiche, dont «Le Guépard», de Visconti, «La Dolce Vita», de Fellini, mais également des œuvres de Nanni Moretti, Valeria Bruni Tedeschi, Jacques Deray ou René Clément. Parmi les films présentés se trouvent notamment trois Palmes d'Or et un Oscar.

Les films en langue italienne seront tous présentés en version

originale sous-titrée en français.

Les films présentés à l'Institut français d'Alger seront projetés en version restaurée.

L'entrée est libre et gratuite à la Cinémathèque, gratuite et sur réservation à l'Institut français d'Alger et à l'Ambassade d'Italie.

Vous trouverez tous les détails et actualités de la semaine du cinéma franco-italien ici : <https://www.facebook.com/event/s/182445766016302/>

Nous vous attendons nombreux !

COMMUNIQUÉ

Livres/Didier Van Cauwelaert

«Mon plaisir d'inventer est toujours le même»

Prix Goncourt pour «Un aller simple» en 1994, l'écrivain publie «La Personne de confiance», roman d'une amitié improbable entre un jeune de banlieue et une ancienne héroïne de la Résistance. Écrivain prolifique, prix Goncourt pour «Un aller simple» en 1994, il publie un nouveau roman qui scelle l'amitié d'un jeune de banlieue avec une ancienne héroïne de la Résistance. A 58 ans, Didier Van Cauwelaert n'est pas près de lever le pied, ou plutôt la plume, ni de renoncer à son style.

Quel style de roman est «La Personne de confiance» ?

Comparé aux autres, ce serait le ton d'«Un aller simple» sur la construction de «La femme de nos vies». C'est la deuxième fois que je recours à un monologue, ici celui du jeune Max, grutier de la fourrière qui se retrouve en garde à vue. De son interlocuteur, un commissaire de police, le lecteur ne perçoit les réactions qu'à travers celles de Max, son style, son regard, ses effets de

surprise ou de séduction. Je propose le point de vue de ce gamin qui reprend le pouvoir sur la situation, tout en se défendant. Il ne sait pas ce qu'on lui reproche, ce que l'autre sait de lui, ce qui se passe à côté. Il mène en bateau et se fait mener en bateau. Un jeu auquel le lecteur participe.

Comment vos projets naissent-ils ?

Je ne pars jamais d'une idée générale mais d'une scène concrète associée à un questionnement personnel. Pour «La Personne de confiance», j'avais observé un type de la fourrière embarquer à toute vitesse une voiture aux vitres teintées. Je me suis demandé aussitôt : «Et s'il y avait quelqu'un dans cette voiture ? Comment se passerait la rencontre entre ces deux personnes ?» Je prends des notes et l'idée fait son chemin si elle me permet d'aborder des sujets qui me tiennent à cœur. En l'occurrence, la manipulation, l'abus de faiblesse, le suicide assisté, etc. C'est vraiment un assemblage,

comme de fabriquer un vin ou de cuisiner un plat.

Avec une quarantaine de livres à votre actif, ressentez-vous toujours autant de plaisir à écrire ?

Oui, mon plaisir d'inventer est toujours le même. Je n'ai jamais eu l'angoisse de la page blanche, plutôt celle de la page trop noire, trop remplie. Je recommence, je doute, je rature, il y a beaucoup de travail derrière l'apparente simplicité du résultat. Mais quand on présente le plat, il ne faut pas que l'assiette raconte tout cela.

Quels auteurs vous influencent-ils ?

Ils m'influencent moins qu'ils m'apprennent de la vitamine. Je me fais des petites cures de Romain Gary, ce grand styliste, et surtout de ses romans signés Émile Ajar, quintessence de la sincérité. J'apprécie également Marcel Aymé, son travail psychologique sur les personnages, sa manière d'imbriquer le fantas-

me au quotidien. Et j'ai relu récemment «La Baleine des Malouines» de Pierre Boule, un roman hallucinant qui parle de l'absurdité de ce conflit en 1982. Je suis très épaté par ces pépites d'écrivains très âgés. Tel le Félicien Marceau de «L'Affiche», au regard d'une justesse et d'une modernité incroyables.

Quel style de rapport avez-vous avec vos lecteurs ?

Des rapports physiques ! Il faut que j'aie les gens en face de moi.

En dédicace, je me rends totalement disponible pour eux, pendant des heures s'il le faut. Je suis bluffé par leur aptitude à me parler de choses essentielles, à partager leurs émotions malgré le public alentour. Quels que soient l'âge, le milieu d'origine, ces liens-là me sont très précieusement.

«La Personne de confiance», Albin Michel, 208 p. Propos recueillis par Delphine Peras



MC Oran

Un promoteur intéressé par le rachat de la majorité des actions

UN PROMOTEUR oranais, répondant au nom de Kara Ouezzane Nacereddine, s'est dit dimanche prêt à reprendre les commandes de la Société sportive par actions (SSPA) du MC Oran, après que le projet du rachat de la majorité des parts de cette société par Hyproc Shipping Company soit tombé à l'eau. Dans un message adressé aux fans du club-phare de la capitale de l'Ouest, le prétendant à la succession d'Ahmed Belhadji, qui a démissionné de son poste de président dimanche passé, exige cependant l'ouverture du capital social de la SSPA pour lui permettre d'acquiescer la majorité de ses parts détenues actuellement par l'ancien président Youcef Djebbari. Cet investisseur souhaite également des garanties de la part des autorités locales, à leur tête le wali d'Oran, estimant que leur accompagnement est des plus nécessaires pour aller au bout de son projet qu'il dit avoir déjà préparé, le qualifiant «de très ambitieux». En outre, il a

rassuré quant à sa disponibilité, s'il venait de s'offrir la présidence du club, à dégager un «budget important» pour effectuer un recrutement de premier choix à même de permettre aux Rouge et Blanc de réussir une saison de premier ordre, préférant, en revanche, accorder au wali la primauté de connaître les détails de son projet visant à redorer le blason terni des «Hamraoua», a-t-il précisé. Par ailleurs, il a insisté à se démarquer des actuels actionnaires de la SSPA/MCO, niant au passage avoir une quelconque relation avec eux, contrairement à ce qui a été rapporté depuis quelques jours dans l'entourage du club. Mieux, il dit refuser d'ores et déjà l'idée d'une éventuelle collaboration avec les dirigeants actuels du club, affichant également son soutien aux actions de protestation entreprises par les supporters pour revendiquer le départ collectif des actionnaires à qui ils imputent la responsabilité des échecs à répétition de leur équipe depuis plusieurs années.

WA Tlemcen

Les salaires des joueurs connaîtront une baisse

LA DIRECTION du WA Tlemcen a décidé de réduire au maximum la masse salariale de son effectif en vue de la prochaine saison 2019-2020, a-t-on appris dimanche de ce club de Ligue 2 de football. Cette décision fait suite aux éventuelles contraintes financières auxquelles pourrait faire face le club après le retrait du président du Conseil d'administration, Benahmad Djilali, dont l'apport lors de la première et dernière saison aux commandes de la formation des «Zianides» a été des plus significatifs, a précisé la même source. Cet homme d'affaires a annoncé son retrait de la présidence du WA lors d'une réunion du Conseil d'administration, il y a près de trois semaines. Il a justifié sa décision par des «raisons de

santé». Au cours de son règne, il a mis beaucoup de moyens pour permettre à l'équipe d'accéder en Ligue 1, avant qu'il ne déchanté après avoir échoué à atteindre cet objectif. C'est le président du club sportif amateur (CSA) du WA, Nacereddine Souleymane, qui a succédé à Benahmad Djilali. Ce dernier s'est néanmoins engagé à apporter son assistance à son successeur, rappelle-t-on. Par ailleurs, le WA, qui attend le verdict du Tribunal algérien sportif (TAS) concernant les réserves qu'il a formulées au sujet de son dernier match de championnat sur le terrain de l'ASO Chlef avec l'espoir d'avoir les trois points lui permettant d'accéder, est tout proche d'engager un nouvel entraîneur, a-t-on indiqué de même source.

Algérie-Burundi aujourd'hui en amical Test important pour les Verts

■ L'équipe nationale de football tient son premier match amical aujourd'hui à Doha (Qatar) face au Burundi et qui rentre dans le cadre de la préparation pour la CAN qui aura lieu entre le 21 juin et le 19 juillet prochains au Caire.

Par Mahfoud M.

Le match s'annonce important pour la bande à Djamel Belmadi qui souhaite avoir une idée claire sur le groupe qu'il devra aligner lors de ce tournoi africain, même s'il est probable qu'il fasse jouer des joueurs qui auront peu de chances de débiter en titulaires lors de cette compétition. Le coach des Verts, qui a accordé une journée de repos à ses joueurs au lendemain de leur arrivée à Doha, a débuté le travail à proprement parler avant-hier soir à 21h pour avoir des repères sur le terrain où se jouera le match amical à 19h. Le match se jouera au stade Djassem-Ibn-Hamed où reçoit la formation d'Essad de Baghdad Bounedjah et reste l'un des meilleurs stades de Doha. Le driver de l'EN attend beaucoup de ses poulains lors de ce premier match face au Burundi, surtout qu'il pense que ce stage est plus qu'important si la sélection souhaite débiter le tournoi africain en force. Belmadi pense opter pour un groupe homogène, capable de relever le défi lors de



L'EN à pied d'œuvre à Doha

cette empoignade amicale. Les joueurs, eux, sont décidés à réaliser une belle partie et montrer tout ce dont ils sont capables, surtout qu'ils souhaitent convaincre le sélectionneur national de leur faire confiance lors du rendez-vous africain. Pour le deuxième match amical qui aura lieu le 16 juin prochain face au Mali, on croit savoir qu'il se déroulera à huis clos sur

demande du coach Belmadi, qui ne veut pas dévoiler ses cartes, surtout qu'il compte faire confiance aux joueurs titulaires qui débiteront le tournoi, contrairement à ce match face au Burundi. Il pense qu'il faut bien préparer ce match d'ouverture pour les Verts face au Kenya et c'est pour cela qu'il veut mettre tous les atouts de son côté. M. M.

Naples

Ounas proposé dans la transaction de Farès

LA DIRECTION de Naples (Serie A italienne de football) aurait proposé d'inclure l'ailier international algérien Adam Ounas dans la transaction pour le recrutement de son compatriote de SPAL, Mohamed Farès, lors de ce mercato d'été, rapporte dimanche la presse locale. Dans le viseur du Napoli depuis deux saisons, Mohamed Farès a fini par convaincre les dirigeants napolitains suite à

ses prestations lors de la deuxième partie de saison. Sous contrat avec l'Hellas Vérone jusqu'en juin 2021, le défenseur algérien avait été prêté avec option d'achat à SPAL. Les responsables de ce dernier devraient bientôt le transférer définitivement pour le céder ensuite à l'un des nombreux prétendants. L'arrière gauche de la sélection nationale de 23 ans (35 apparitions en

Serie A) pourrait donc venir concurrencer son compatriote, Faouzi Ghoulam, en club, notamment avec le départ certain du Portugais Mario Rui. Mohamed Farès et Adam Ounas se trouvent depuis samedi à Doha (Qatar) pour le second stage préparatif de l'équipe nationale en vue de la Coupe d'Afrique des nations CAN-2019 en Egypte (21 juin - 19 juillet).

3^e édition du Trail d'Azro N'thor

Cap sur l'internationalisation du rendez-vous

LA start-up algérienne Run DZ a décidé d'inscrire son traditionnel Trail d'Azro N'thor, qui est à sa troisième édition cette année, au circuit international avec le «I-Trail» pour pouvoir récolter des points supplémentaires. Ainsi, le Trail qui aura lieu le 14 juin prochain, réunira en plus de passionnés et athlètes locaux, des touristes étrangers, entre autres un Français, un Espagnol et des Tunisiens, qui seront au nombre de 19. Les organisateurs de ce trail veulent donc donner une nouvelle dimension à cette compétition, comme l'expliqueront les responsables de cette start-up et ceux de cet événement sportif qui ont tenu une conférence de presse avant-hier après-midi au Dentia Dental Clinic de Delly Brahim. Faisant une rétrospective de cette start-up, le directeur

de Run DZ, Si Larbi Redouane, avouera qu'elle a été créée par des passionnés de trail et de course à pied en général, qui ont voulu transmettre leur passion pour ce sport à leur manière, d'abord en faisant dans le conseil et la vente de produits de sport sur internet, avant de s'engager dans ce genre de course qui peut être classé aussi parmi les sports de montagne. Si Larbi souhaite que le trail de cette année connaisse le même succès que celui des saisons précédentes et même plus. Pour le directeur de la compétition, Hamid Ouardane, il s'agit de réussir un nouveau challenge cette saison avec l'internationalisation de cet événement, surtout qu'il n'est pas donné de réussir un tel pari. «Il faut savoir que cette année il y aura trois courses, à savoir, un trail de 22,5

km, un autre trail de 28km et une randonnée», dira l'orateur qui notera qu'il y a eu 195 inscrits, parmi eux 36 femmes. Il rappellera que le trail se déroulera dans le village perché de Tirouda, dans la wilaya de Tizi-Ouzou et qui offre une vue magnifique et des paysages enchanteurs. La nouveauté aussi dans ce trail c'est la participation du club «Mont Riant» qui fait dans la promotion des sports de montagne et la sensibilisation à la protection de l'environnement, et qui sera présent lors de cet événement trail d'Azro n'thor. Deux encadreurs secouristes professionnels du Mont Riant auront pour mission d'apporter assistance aux participants en cas d'urgence. Ce poste de secours sera placé au même poste de ravitaillement du 17.5 km.



LE JOUR

D'ALGERIE

Votre quotidien national

<http://www.lejourdalgerie.com>

Djanet

80 chercheurs d'or arrêtés

Un détachement de l'Armée nationale populaire a arrêté, dimanche à Djanet, 80 orpailleurs et saisi plusieurs véhicules, indique dimanche un communiqué du ministère de la Défense nationale. «Dans le cadre de la lutte contre la criminalité organisée, un détachement de l'Armée nationale populaire a arrêté, le 9 juin 2019 à Djanet, quatre-vingt orpailleurs et saisi quatre camions, trois véhicules tout-terrain, treize groupes électrogènes et cinq-marteaux piqueurs», précise le communiqué. D'autre part, «des

gardes-côtes ont saisi, lors d'opérations distinctes à Tlemcen et Ain Témouchent, 96,77 kilogrammes de kif traité, tandis que des éléments de la Gendarmerie nationale ont intercepté, à Relizane, un narcotrafiquant en possession de 9,334 kilogrammes de la même substance». De même, «des éléments de la Gendarmerie nationale ont appréhendé, à Batna et Sétif, deux personnes et saisi deux fusils et une quantité de munitions de 1 000 cartouches», ajoute le communiqué du MDN.

Amine H.

Oran

Une peine de 20 ans de réclusion pour un trafiquant de drogue

LE TRIBUNAL criminel de première instance d'Oran a prononcé hier une peine de 20 ans de prison ferme à l'encontre d'un prévenu (S.A), accusé de trafic de stupéfiants. Les faits de cette affaire remontent au 25 octobre 2012, lorsque les services de sécurité ont reçu des informations faisant état du transport d'une quantité de kif traité de la ville de Maghnia (W. Tlemcen) vers la ville d'Arzew (W. Oran). Des barrages routiers avaient alors été dressés par les services de sécurité sur l'itinéraire des trafiquants de drogue. Cependant, des accusés, en éclaireurs, qui ouvraient la voie au transporteur de drogue, ayant remarqué le dispositif de sécurité mis en place, ont averti par téléphone le transporteur qui décida de changer d'itinéraire et se dirigea vers la ville de Tiaret. Néanmoins, poursuivis par les gendarmes, éclaireurs et transporteur ont été arrêtés, à l'exception de l'accusé (S.A) qui a réussi à prendre la fuite. Sa cavale a duré sept années. A l'issue de ces arrestations, une quantité de 65,5 kilos de kif traité

a été trouvée dissimulée dans le véhicule. D'autre part, après l'arrestation du transporteur et de l'éclaireur, d'autres complices ont été arrêtés, notamment à Arzew, où le propriétaire d'un hangar, qui devait recevoir la marchandise prohibée, a été à son tour arrêté. Les enquêteurs, après perquisition des lieux, ont trouvé, cachée dans le hangar, une autre quantité de 23 kilos de kif traité. En tout, sept personnes ont été arrêtées et traduites devant la justice et ont écoupé de différentes peines de prison, selon le degré de responsabilité de chacune d'elles. Après une cavale qui aura duré sept ans, l'accusé, S.A, a été jugé, hier, et a reconnu les faits qui lui étaient reprochés, mais a nié avoir une quelconque relation avec les autres accusés, à l'exception d'un seul d'entre eux. Accusé de détention et de stockage de drogue dans le but de la revente et agissant en bande organisée, S.A, a été, après délibérations, condamné à 20 ans de réclusion criminelle et privé de ses droits civiques pendant cinq ans.

Tahira F.

Oran

Arrestation de deux escrocs qui proposaient via Facebook des hargas

LES ÉLÉMENTS de la 1^{re} sûreté urbaine de la daïra d'Aïn El Turck (Oran) ont appréhendé deux escrocs qui proposaient sur les réseaux sociaux des voyages d'émigration clandestine, a-t-on appris hier de la direction de la sûreté de wilaya. Agissant sur des informations faisant état de la présence d'une bande composée de deux individus qui ciblaient des jeunes résidant hors la wilaya d'Oran sur le réseau Facebook, leur proposant des voyages d'émigration clandestine à destination de la rive Nord de la

Méditerranée. Cette bande encourageait les jeunes candidats à l'émigration à rejoindre une des plages d'Aïn El Turck pour un embarquement clandestin, en contrepartie d'un versement d'une somme variant entre 120 000 et 150 000 DA. Les investigations ont permis d'arrêter les deux prévenus à l'intérieur d'un appartement de location où ils accueillaient leurs victimes à Aïn El Turck, selon la même source. Une procédure judiciaire a été engagée contre les mis en cause pour être ensuite présentés devant la justice.

M. L.

Rejets de visa Schengen l'Algérie classée première



Louis

Djalou@hotmail.com

Importation des kits «SKD»

Les Douanes entament l'application des quotas

■ La direction générale des Douanes algériennes a adressé une correspondance à ses services pour leur demander d'entamer l'application de la réduction de l'importation des kits «SKD», utilisés dans le montage automobile, par une limitation de quotas, tel que décidé dernièrement par le gouvernement.

Par Slim O.

Dans sa correspondance, dont l'APS a obtenu une copie, la direction générale des Douanes précise que c'est le ministère de l'Industrie et des Mines qui lui a communiqué, au titre des nouvelles mesures de sauvegarde arrêtées par le gouvernement afin de réduire la facture des importations en SKD des véhicules automobiles, les quotas alloués pour l'année 2019, aux quatre constructeurs automobiles, dont les projets et les programmes de production (modèles) ont été validés par le Conseil national de l'investissement (CNI).

A cet effet, le document, daté du 30 mai dernier, précise que le montant alloué à la SPA Renault-Algérie Production (RAP), pour cette année, est de 660 millions de dollars, dont 50% sont destinés aux véhicules d'une cylindrée inférieure à 2 000 cm³.

Concernant les modèles validés de ce concessionnaire franco-algérien, la correspondance cite la Renault symbole, la Clio 4 et la Dacia Sander Stepway.

Le montant alloué à la SARL Tahkout Manufacturing Company, a été plafonné, quant à lui, à 360 millions de dollars, dont 50% sont réservés aux véhicules d'une cylindrée inférieure à 2 000 cm³.

Les modèles validés par le CNI de ce concessionnaire sont : Hyundai Tucson, Santarém, Accent RB, Sonata, I10, I 20, et Créta.

S'agissant du montant alloué à la SPA Sovac production, il a été plafonné à 600 millions de dollars, dont 50% sont réservés aux véhicules d'une cylindrée inférieure à 2 000 cm³.

Les modèles validés de ce constructeur algéro-allemand sont le Caddy, la Golf, la Skoda Octavia et la Seat Ibiza.

Enfin, le montant alloué à la SARL Gloviz (KIA) est de 380 millions de dollars, dont 50% consacrés aux véhicules d'une cylindrée inférieure à 2 000 cm³.

Trois modèles sont validés au compte de ce constructeur algéro-sudcoréen : la KIA Rio, Cérato et la Picanto.

Pour rappel, l'Algérie a importé pour plus de 1,234 milliard de dollars de kits (CKD-SKD) destinés au montage automobile durant les quatre premiers mois de 2019, contre plus de 1,025 milliard de dollars à la même période de 2018, soit une hausse de près de 20,36%.

Le montant de l'importation des collections SKD utilisées dans le montage des véhicules légers a atteint 928,07 millions de dollars durant les quatre premiers mois de 2019, contre 882,44 millions de dollars à la même période de 2018, soit une hausse de 45,63 millions de dollars (+5,17%), a précisé la Direction des études et prospectives des Douanes (DEPD).

Pour leur part, les importations de collections SKD, destinées au montage des véhicules de transport de personnes et de marchandises, ont également augmenté de plus de 100%, en

atteignant 306,64 millions de dollars durant les quatre premiers mois de 2019, contre 143,41 millions de dollars à la même période de comparaison en 2018, soit une hausse de 163,23 millions de dollars (+113,82%).

La poursuite de la hausse des importations des kits CKD/SKD a incité le gouvernement à prendre des décisions pour limiter les importations afin de réduire le déficit de la balance des paiements et préserver les réserves de change.

A noter, que le ministère de l'Industrie et des Mines ne s'est pas encore exprimé sur la correspondance qu'il avait envoyée aux quatre opérateurs activant sur le marché national du montage automobile. L'information sur l'existence de ce document a été donnée par les fabricants eux-mêmes.

En 2018, la facture globale d'importation des collections CKD/SKD destinées au montage de véhicules (de tourisme et utilitaires) et l'importation des véhicules de transport de personnes et de marchandises (produits finis) s'est chiffrée à plus de 3,73 milliards de dollars en 2018, contre 2,2 milliards de dollars en 2017, en hausse annuelle de 1,53 milliard de dollars (+70%).

Le montage local des véhicules a réalisé une production de 4 500 véhicules industriels, 180 000 véhicules de tourisme en 2018, contre 110 000 véhicules de tourisme en 2017.

S. O./APS